

Appel à projets régional Programme ESMS numérique *Phase de généralisation - 2025*

En application du programme ESMS numérique porté par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et la Délégation au numérique en Santé (DNS).

Calendrier :

Publication de l'AAP : 16/04/2025

Date limite de dépôt des projets :

projets régionaux : 15/09/2025 à minuit

projets multirégionaux : 01/06/2025 à minuit

Sommaire

1. PREAMBULE.....	3
2. STRATEGIE REGIONALE POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES MEDICO-SOCIAUX ET SOCIAUX.....	3
3. LE CONTEXTE ET LES ENJEUX DU PROGRAMME ESMS NUMERIQUE	4
4. OBJET DU FINANCEMENT ESMS NUMERIQUE	5
4.1 ESSMS éligibles au financement dans le cadre de la phase de généralisation.....	6
4.2 Conditions d'accès au financement	6
A. Non redondance des financements.....	7
B. ESSMS rattachés à une entité nationale.....	7
C. Conformité de la solution DUI aux exigences nationales	7
D. Nombre minimum d'ESSMS pour un projet et regroupements (dits « grappes »)	8
E. Auto-évaluation de la maturité SI et sensibilisation aux mesures de cybersécurité.....	9
4.3 Guichet de dépôt des projets	9
4.4 Modalités de financement.....	9
A. Etablissements et services relevant de la Protection Juridique des Majeurs (PJM)	9
B. Etablissements et services d'Accueil, Hébergement, Insertion (AHI)	10
C. Critères d'éligibilité pour les ESSMS ayant signé un bon de commande SONS.....	10
D. Modulation du montant des aides.....	10
E. Montant des aides.....	10
4.5 Versement des aides.....	12

A. Rythme de versement des aides	12
B. Conditions de versement des aides	12
4.6 Calendrier de l'appel à projets ESMS numérique 2025	12
4.7 Comment déposer sa candidature ?	13
4.8 Quelles sont les suites données à la candidature ?	14
5. CIBLES D'UTILISATION	14
A. Cibles d'usage pour les services socles	15
B. Cibles d'usage pour le DUI	15
C. Autres cibles d'usage	16
6. PRIORISATION REGIONALE DES PROJETS / CRITERES DE SELECTION DES PROJETS	17
7. CONTACTS	18
8. RESSOURCES	18
9. ANN.1 : MODALITES DE FINANCEMENT DES SAAD	18
10. ANN.2 : PIECES A TELECHARGER DANS GALIS LORS DU DEPOT DE VOTRE DOSSIER	19

1. PREAMBULE

Le présent appel à projets vient préciser certains éléments de l'instruction DNS/DGCS/CNSA/2024/15 du 1er février 2024 relative à la mise en œuvre de la phase de généralisation du programme « ESMS numérique ». Cette instruction constitue le cadre réglementaire pour la mise en œuvre du programme ESMS numérique, incluant le présent appel à projets.

L'appel à projets « ESMS numérique », en tant que programme du Ségur Numérique, est financé par l'Union Européenne au travers de la « Facilité pour la reprise et la résilience » (FRR).

L'année 2025 est la dernière année d'engagement des crédits Ségur au titre du programme ESMS numérique.

2. STRATEGIE REGIONALE POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES MEDICO-SOCIAUX ET SOCIAUX

Le développement des usages numériques constitue un levier majeur de transformation pour les établissements et services médico-sociaux (ESMS) de la région Centre-Val de Loire.

Malgré une forte volonté de l'ensemble des acteurs d'accélérer ce virage vers le numérique, on observe aujourd'hui encore, un certain retard en matière d'équipement des établissements et d'usage des outils ainsi qu'une forte demande d'accompagnement dans cette transition. Ce constat se matérialise par une grande hétérogénéité dans le déploiement des services socles de la e-Santé au sein des ESMS avec parfois, pour les plus petites structures, un degré d'informatisation très limité.

Cette transformation du secteur médico-social doit se traduire à la fois par **l'atteinte d'un niveau de maturité numérique minimum pour tous les ESMS de la région** et par une accélération du déploiement des services socles de la e-Santé :

- **Identifiant National de Santé (INS)**,
- **Dossier Médical Partagé (DMP)** pour stocker et partager les données entre patients et professionnels,
- **Messageries Sécurisées de Santé (MSS)**, pour sécuriser ces échanges d'informations,
- **ProSanté Connect (PSC)** pour sécuriser l'authentification des utilisateurs,
- **e-Prescription** pour simplifier et sécuriser le circuit de transmission des ordonnances ainsi que les **services numériques territoriaux de coordination de parcours**.

Le maintien en condition opérationnelle du système d'information des ESMS, l'acculturation des professionnels au numérique, le respect des exigences de cybersécurité et le développement de l'usage de l'ensemble des services socles de la e-Santé représentent des leviers pour :

- Soutenir et faciliter les pratiques professionnelles en favorisant le partage de l'information et la coopération entre les différents acteurs de terrain ;
- Renforcer la possibilité, pour une personne accompagnée, d'être actrice de son parcours ;

- Disposer des données nécessaires au pilotage du secteur et au renforcement de la connaissance des résidents et des usagers et de leurs besoins.
- Mettre l'usager/patient au cœur de son parcours de santé, notamment en maîtrisant ses données de santé au travers de **Mon Espace Santé** (MES).

La stratégie régionale en matière de numérique pour les ESMS s'inscrit dans le cadre du Projet Régional de Santé 2023-2028 (PRS3)¹ et de la feuille de route du Numérique en Santé 2023-2027².

La présente stratégie vise à :

- Favoriser la disponibilité des prérequis techniques indispensables au déploiement du numérique au sein des ESMS (disponibilité de liaisons haut-débit, lutte contre l'obsolescence du matériel, etc.) ;
- Guider les ESMS dans la mise en place d'une stratégie de sécurité des systèmes d'information et de protection des données ;
- Promouvoir une culture numérique et accompagner les différents acteurs de terrain dans l'acquisition des compétences numériques nécessaires à la transformation de leurs pratiques ;
- Aboutir à la définition d'une feuille de route numérique au sein des ESMS ou regroupement d'ESMS de la région ;
- Développer les usages des services socles et des référentiels de la e-Santé pour l'ensemble des ESMS tout en assurant l'interopérabilité entre les différentes briques de cet écosystème ;
- Insuffler une dynamique de mutualisation des compétences et des ressources à travers la mise en œuvre de coopérations entre les ESMS ;
- Encourager l'emploi éthique du numérique pour la construction et la coordination des parcours de vie et de santé des usagers.

La région Centre-Val de Loire a pour objectif que **95% des ESMS du territoire atteignent ce niveau minimum de maturité numérique à l'horizon 2028.**

L'objectif de 95 % est avancé à 2026 pour les établissements d'hébergement pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap adultes et enfants tenant compte de la dynamique amorcée.

3. LE CONTEXTE ET LES ENJEUX DU PROGRAMME ESMS NUMERIQUE

Le numérique constitue un levier structurant afin d'accompagner les transformations de l'offre des établissements et services sociaux et médico-Sociaux (ESSMS) ; il implique notamment le développement d'échanges et de partage d'informations entre acteurs du sanitaire, du médico-social, du social, de la scolarité, de l'insertion professionnelle ou sociale et de l'aide aux usagers et aux aidants.

Le Ségur de la Santé, dans son volet numérique, offre une opportunité historique pour accélérer l'intégration du numérique dans les pratiques des ESSMS. Afin d'accompagner et de synchroniser l'effort des maîtrises d'ouvrage des ESSMS et celui des éditeurs de logiciels, le Ségur numérique a mis en place un dispositif de financement ouvert aux éditeurs, dit Système ouvert non sélectif (SONS), financement assorti d'exigences de conformité à un référentiel

¹ <https://www.centre-val-de-loire.ars.sante.fr/le-projet-regional-de-sante-2023-2028>

² https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media_entity/documents/dns-feuille-de-route-2023-2027.pdf

national, dit « Référencement Ségur », il est complémentaire au financement ESMS numérique, et ne fait pas partie de cet appel à projets.

Dans sa déclinaison au secteur social et médico-social, le Ségur de la Santé permet de mobiliser 600 M€ de 2021 à 2025. Ce volume financier permet d'étendre de façon majeure les ambitions définies initialement dans le cadre du programme ESMS numérique. Une partie des financements est destinée directement aux maîtrises d'ouvrage des ESSMS, une autre partie contribue au financement de l'effort des éditeurs.

La finalité du Ségur du Numérique pour le secteur médico-social et social est de faciliter la transformation des secteurs. Il s'agit en particulier de :

- faciliter la **coordination des professionnels** et l'échange d'informations entre les différents acteurs (internes et externes à l'ESSMS) impliqués dans l'accompagnement des personnes ;
- **améliorer l'accompagnement des personnes** ;
- pour les personnes accompagnées, **améliorer l'accès à l'information** les concernant et favoriser ainsi leur participation à leur **parcours de santé, leur parcours de soins et leur parcours de vie**³ ;
- améliorer la **connaissance des besoins des personnes accompagnées** ;
- améliorer le **pilotage des transformations** du secteur et l'**efficience** dans le fonctionnement des ESSMS.

Pour répondre à cette finalité, le Ségur du Numérique pour le secteur médico-social et social a pour objectif de généraliser le numérique dans le secteur, en :

- généralisant l'**utilisation effective** dans les ESSMS **d'un dossier de l'utilisateur informatisé (DUI) et interopérable**, conforme aux exigences du numérique en santé dans l'ensemble des ESSMS, dans le respect des principes éthiques,
- structurant l'**offre des éditeurs** et en favorisant l'**innovation**,
- accompagnant la montée en compétence de l'ensemble des acteurs.

Dans la suite de la phase d'amorçage, le présent appel à projets national porte **sur la dernière année 2025**, dans le cadre de la phase de généralisation qui s'étend de 2022 à 2025.

4. OBJET DU « FINANCEMENT ESMS NUMERIQUE »

Le « financement ESMS Numérique » a pour principal objectif de permettre aux maîtrises d'ouvrage des ESSMS de développer et généraliser l'utilisation du numérique dans le secteur au travers du déploiement d'un DUI interopérable et de son utilisation effective.

Le principe général du financement ESMS numérique repose sur deux critères généraux :

- s'équiper d'un logiciel DUI conforme aux exigences nationales, c'est-à-dire conforme au Dossier de Spécification de Référencement Ségur vague 1 du domaine concerné, tel que publié sur le site de l'Agence du numérique en santé (ANS).

³ <https://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/parcours-des-patients-et-des-usagers/article/parcours-de-sante-de-soins-et-de-vie>

- atteindre des cibles d'usage. Ce critère est une condition de versement des financements. Il permet de s'assurer que, une fois les conditions techniques réunies, le logiciel DUI est effectivement utilisé par les professionnels.

L'atteinte des cibles d'usage requiert un DUI qui ne se limite pas au référencement Ségur « vague 1 ». Les porteurs sont invités à s'appuyer sur le cahier des charges national⁴ pour vérifier que le DUI qu'ils retiennent couvre les besoins attendus.

Le financement ESMS Numérique est **différencié en fonction de l'équipement logiciel** des ESSMS parties au projet :

le groupement d'ESSMS est composé d'ESSMS qui **acquièrent une solution conforme aux exigences nationales**. Dans ce cas, le financement concerne l'acquisition de la solution et le développement des usages et l'éventuel financement d'équipement matériel ;

le groupement d'ESSMS est composé d'ESSMS qui **conservent leur solution et la font évoluer vers une version conforme aux exigences nationales**. Dans ce cas, le financement concerne uniquement le développement des usages.

le groupement d'ESSMS est composé d'ESSMS qui **sont dans les deux situations**. Des conditions particulières s'appliquent.

4.1 ESSMS éligibles au financement dans le cadre de la phase de généralisation

Tous les ESSMS mentionnés à l'article L.312-1 du CASF sont éligibles à la phase de généralisation, y compris les ESSMS financés exclusivement par les conseils départementaux. Les porteurs de projets peuvent relever du droit public ou du droit privé, partie prenante ou non d'un GCSMS.

Concernant les ESSMS proposant à la fois un accompagnement aux activités essentielles à la vie⁵ et des services d'aide à la personne dits de « confort » (services à la famille et de la vie quotidienne), ils sont éligibles mais les financements ne seront alloués que pour la première partie de leur activité.

4.2 Conditions d'accès au financement

Les financements ESMS numériques sont encadrés par le décret relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS)⁶ et par les règles régissant les fonds structurels européens.

⁴ Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) : <https://www.cnsa.fr/grands-chantiers/programme-esms-numerique/proposer-une-solution-dossier-usager-informatise-en-tant-que-diteur>

⁵ Tels que définis à l'article L312-1 du I du CASF, 6° et 7°

⁶ 1 Décret n° 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé modifié par le décret n° 2021-779 du 17 juin 2021. Ces règles sont précisées dans le circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la première délégation des crédits du fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2021.

A. Non redondance des financements

Un ESSMS ne peut percevoir un financement ESMS numérique si :

- L'opération objet de la demande ne doit pas bénéficier d'autres aides issues des Fonds européens structurels et d'investissement (notamment, le FEDER et le FSE)⁷.
- Un même ESSMS ne peut percevoir un financement ESMS numérique à plusieurs reprises pour l'installation ou la montée de version du même logiciel.
- Un même ESSMS ne peut percevoir un financement ESMS numérique pour deux logiciels de DUI différents.
- Dans le cas où un ESSMS passe une commande auprès d'un éditeur pour bénéficier de la « Prestation Ségur », ce même ESSMS ne peut être financé au titre d'ESMS numérique pour l'acquisition d'un autre logiciel de DUI.

B. ESSMS rattachés à une entité nationale

Dans le cas où un ESSMS partie d'un projet ou porteur d'un projet est rattaché à une entité nationale, il devra obtenir un accord écrit de cette entité pour déposer un projet et fournir cet accord dans le projet déposé.

C. Conformité de la solution DUI aux exigences nationales

Pour être financés :

- Tous les ESSMS partie au projet doivent s'équiper ou être équipés de la même solution logicielle.
- Les ESSMS doivent retenir un logiciel DUI conforme aux exigences nationales, c'est-à-dire conforme au Dossier de Spécification de Référencement Ségur vague 1 du domaine concerné, tel que publié sur le site de l'ANS.

Dans le cas où le porteur de projet est un GHT, celui-ci peut équiper les ESSMS d'une solution référencée Ségur « vague 1 » dans le couloir hôpital, aux conditions cumulatives suivantes :

1. le porteur dispose d'un marché public lui donnant la faculté de faire bénéficier les ESSMS parties au projet de ce marché ;
2. le porteur doit être en capacité de vérifier l'adéquation aux besoins des utilisateurs finaux de l'ESSMS en corrélation avec le cahier des charges national. A cet effet, il doit produire un document décrivant précisément la couverture fonctionnelle du dossier patient informatisé (DPI) au regard des exigences du DUI définies dans le cahier des charges national ;
3. le porteur devra démontrer qu'il n'a perçu, pour les ESSMS concernés, aucune autre aide au titre d'un financement européen ou au titre du programme HOP'EN.

⁷ Une même opération ne peut pas bénéficier de plusieurs financements européens. Une acquisition suivie d'une montée de version sont considérées comme deux opérations distinctes.

Dans le cas où le logiciel serait en cours de référencement au moment du dépôt de la demande de financement, le référencement Ségur doit intervenir avant le démarrage de la phase de paramétrage du logiciel.

D. Nombre minimum d'ESSMS pour un projet et regroupements (dits « grappes »)

Dans le cadre de la phase de généralisation du programme ESMS numérique, il est demandé aux organismes gestionnaires de présenter des projets concernant idéalement quinze structures pour la mise en place de leur DUI dans les territoires métropolitains et idéalement huit structures dans les territoires ultramarins et la Corse.

L'ARS Centre-Val de Loire appréciera ce minima en fonction du contexte des porteurs de projets, notamment au regard de leur capacité à mener à bien un projet d'informatisation et de leur maturité en management du système d'information.

Les organismes dont le nombre d'ESSMS n'atteignent pas ce minimum sont invités à constituer des regroupements afin de porter un projet commun. Ces regroupements visent à sécuriser la mise en œuvre des projets. En tant que tels, ils doivent :

- s'inscrire à minima sur la durée du projet ;
- mettre en commun des moyens permettant d'allouer des ressources dédiées au projet.

En outre, ces regroupements devraient préfigurer des coopérations pérennes entre leurs membres pour améliorer le management du système d'information, sans que cela ne soit une stricte condition d'accès à l'aide.

Les regroupements peuvent prendre toute forme juridique, de la convention jusqu'à la constitution d'entités de type GCSMS ou équivalent.

Il est important de souligner que les regroupements permettent d'atteindre une taille critique pour mettre en commun les moyens nécessaires pour créer une maîtrise d'ouvrage dédiée au système d'information, condition sine qua non au développement des usages et à leur pérennisation. Le facteur de multiplication des aides par ESSMS est, de ce fait, un élément qui se veut incitatif à la mise en commun de leurs moyens SI.

L'orientation souhaitée est de doter les territoires de ressources partagées en management des systèmes d'information, ces ressources ayant vocation à terme à couvrir les besoins de tous les ESSMS d'un territoire.

Lors de l'étude des regroupements par l'ARS Centre-Val de Loire, celle-ci sera vigilante aux cas des ESSMS du territoire concerné qui resteraient isolés en n'étant pas parties au projet présenté. A cet effet, les projets regroupant moins de quinze ESSMS dans les territoires métropolitains ou de huit ESSMS pour les territoires ultramarins et la Corse pourront être recevables aux conditions cumulatives suivantes :

- Le projet consiste à rejoindre un regroupement déjà financé par le programme ESMS numérique

- La temporalité de cet élargissement doit être cohérente avec le projet porté par le regroupement initial et, en particulier :

- être régulière aux vues du contrat ou du marché public mis en œuvre par le groupement initial ;
- ne pas faire courir de risque excessif au projet du regroupement initial, en termes notamment de délais ou de capacité à atteindre les cibles d'usage pour chaque ESSMS.

E. Auto-évaluation de la maturité SI et sensibilisation aux mesures de cybersécurité

Chaque organisme gestionnaire participant à un projet, qu'il soit porteur de projet ou participant à un regroupement est invité à fournir les résultats d'un autodiagnostic de maturité et de sécurité de son SI lors du dépôt de son dossier de candidature.

Cet autodiagnostic élaboré par l'agence nationale de la performance sanitaire et médico-sociale (ANAP) est accessible à l'adresse suivante : <https://www.anap.fr/s/article/numerique-publication-2836>.

L'ensemble des établissements de la grappe sont également invités à prendre connaissance et à se positionner quant aux 13 mesures accessibles pour une protection globale d'un ESMS présentées dans le support suivant : [ANS_GUIDECYBER_PHASE 1-EXE -V2.pdf \(esante.gouv.fr\)](#)

4.3 Guichet de dépôt des projets

Le guichet de dépôt dépend à la fois :

- Du nombre d'ESSMS concernés par la demande de financement, ceux-ci étant identifiés et localisés par leur numéro FINESS géographique.
- Du nombre de régions dans lesquelles ces établissements sont localisés.

Nombre d'ESSMS	Nombre de régions	Guichet de dépôt
ESSMS < 50	≥ 1 région	Régional
≥ 50	= 1 région	Régional
≥ 50	>1 région	National

Nota : à la demande de l'ARS Centre-Val de Loire pivot, l'instruction de certains projets multirégionaux complexes (par exemple, impliquant de nombreuses régions) pourra être déportée au niveau national. Le guichet de dépôt ne change pas pour le porteur dans ce cas.

4.4 Modalités de financement

A. Etablissements et services relevant de la Protection Juridique des Majeurs (PJM)

Les logiciels de Dossier de l'Usager Informatisé du champ de la PJM ne sont pas concernés par le référencement Ségur. De ce fait, les porteurs de projet n'ont pas d'obligation stricte d'atteinte des cibles d'usage pour la Messagerie Sécurisée Santé et le Dossier Médical Partagé / Mon Espace Santé.

B. Etablissements et services d'Accueil, Hébergement, Insertion (AHI)

La solution retenue par le porteur devra être candidate au référencement Ségur au plus tard à la date de la signature de la convention entre l'ARS et le porteur.

C. Critères d'éligibilité pour les ESSMS ayant signé un bon de commande SONS

Les ESSMS ayant bénéficié ou bénéficiant d'une prestation Ségur dans le cadre du Système Ouvert et Non Sélectif (SONS) sont éligibles à un financement complémentaire à l'usage dans le cadre du programme « ESMS numérique » pour le même logiciel que celui concerné par le bon de commande SONS.

À partir de la date de validation (date de dépôt de la vérification d'aptitude au guichet de l'Agence de services de paiements - ASP) de la prestation Ségur et au plus tard le 17 avril 2025, les ESSMS ayant signé un bon de commande SONS ne pourront plus annuler ce bon de commande pour solliciter un financement ESMS numérique de type acquisition.

D. Modulation du montant des aides

Le nombre d'ESSMS est calculé par rapport au nombre de **FINESS géographiques uniques** des établissements parties au projet. C'est donc cette clé qui est la base de calcul de l'aide accordée. Cependant, deux cas peuvent amener à moduler le montant des aides :

- Dans le cas des **ESSMS proposant à la fois un accompagnement aux activités essentielles à la vie et des services d'aide à la personne dits de « confort »** (services à la famille et de la vie quotidienne), l'aide est modulée au prorata du nombre d'heures éligibles. Ce point est précisé dans l'annexe 1 « modalités de financement des SAAD ».
- **Les financements spécifiques pour acquisition de matériel et infrastructure** sont modulés en fonction des devis fournis par le porteur de projet. Ils ne peuvent jamais excéder la dépense réelle et effective du porteur.

E. Montant des aides

L'aide est calculée en montant de dépenses Hors Taxe ou Toutes Taxes Comprises en fonction du régime de TVA applicable par le porteur.

a) Financement pour le développement des usages

- ESSMS souhaitant acquérir une nouvelle solution, qu'ils soient déjà équipés et changent de solution ou non
 - 7 k€ par ESSMS jusqu'au 49^{ème} ESSMS ;
 - 2 k€ par ESSMS à partir du 50^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume.
- ESSMS ne changeant pas de solution, mais effectuant une mise à niveau de leur logiciel vers une version référencée Ségur
 - 5 k€ par ESSMS jusqu'au 49^{ème} ESSMS ;
 - 2 k€ par ESSMS à partir du 50^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume.

b) Financement pour l'équipement logiciel

Ce financement ne concerne que les ESSMS souhaitant acquérir une nouvelle solution, qu'ils soient déjà équipés et changent de solution ou qu'ils ne soient pas du tout équipés.

- 14 k€ par ESSMS jusqu'au 49^{ème} ESSMS ;
- 3 k€ par ESSMS à partir du 50^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume.

c) Financements spécifiques pour les petits organismes gestionnaires

Est considéré comme « petit organisme gestionnaire » les organismes regroupant moins de 8 ESSMS pour la Corse et les territoires ultramarins et moins de 15 ESSMS pour les autres territoires.

Pourront être financés :

- **Les équipements matériels et infrastructures nécessaires à l'usage du DUI** par les professionnels. Un financement d'un montant maximum de 10 k€ par ESSMS est ainsi prévu, que ce soit dans le cadre d'un regroupement d'organismes ou dans le cadre d'un projet national. Le financement des équipements et infrastructures doit être concomitant et en rapport direct avec un projet de DUI ;
- Le recours à des **prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage** pour accompagner les porteurs pendant toutes les phases de leur projet : un financement forfaitaire de maximum 100 K€ par projet pour un accompagnement au pilotage du projet de DUI est également possible pour les regroupements composés d'organismes de petite taille ; cette prestation d'AMO a pour principal objectif d'aider les regroupements à :
 - animer les groupes de travail métier (spécification du besoin, paramétrage de la solution),
 - préparer et suivre la recette utilisateur,
 - piloter et assurer la gestion financière du projet,
 - suivre l'atteinte des cibles d'usage et proposer des actions correctives dans le cadre du déploiement de la solution au sein des ESSMS du regroupement.

Ce financement peut couvrir le recrutement d'un chef de projet interne.

Les financements pour le développement des usages, pour l'équipement logiciels ou les financements spécifiques pour les petits organismes gestionnaires sont regroupés en une **subvention unique et forfaitaire**.

Résumé des montants des financements :

Situation	1- Financement pour le développement des usages	2- Financement pour l'équipement
ESSMS changeant de version d'une solution DUI	5 k€ par ESSMS jusqu'au 49 ^{ème} ESSMS	-
	2 k€ par ESSMS à partir du 50 ^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume	-
ESSMS faisant l'acquisition d'une solution DUI	7 k€ par ESSMS jusqu'au 49 ^{ème} ESSMS	14 k€ par ESSMS jusqu'au 49 ^{ème} ESSMS
	2 k€ par ESSMS à partir du 50 ^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume	3 k€ par ESSMS à partir du 50 ^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume

4.5 Versement des aides

A. Rythme de versement des aides

L'aide est délivrée en deux versements :

- 50% sous forme d'avance lors de la signature de la convention entre l'ARS et le porteur de projet,
- 50% à la fin du projet.

B. Conditions de versement des aides

Le versement des aides est conditionné :

- à l'atteinte des cibles d'usage à la fin du projet et des preuves signées par l'ESMS concerné ;
- à la fourniture, par le porteur, des éléments de preuve des dépenses, a minima par la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses visé par le comptable public ou le commissaire aux comptes, et des factures concernées
- au respect du planning de fin de projet et de la convention. A titre de repère, sans que cela soit une condition opposable au porteur de projet, on peut estimer :
 - o concernant les projets n'impliquant pas de changement de logiciel, que la durée du projet devrait être comprise dans un délai d'au plus 9 mois entre le début du projet et la fin du déploiement ;
 - o concernant les acquisitions, elle devrait être comprise dans un délai d'au plus 18 mois entre le début du projet et la fin du déploiement.

Ces délais indicatifs ne concernent pas les projets de portée nationale.

4.6 Calendrier de l'appel à projets ESMS numérique 2025

L'ARS Centre-Val de Loire invite fortement tous les porteurs de projets **à engager les échanges avec les référents ESMS numérique du collectif SI, de l'ARS et du GRADeS en amont du dépôt de leurs dossiers.**

projets régionaux : l'appel à projets ESMS numérique 2025 est ouvert du **15/01/2025 au 15/09/2025 à minuit.**

Dans cette période d'ouverture, 2 fenêtres de sélection seront mises en œuvre par L'ARS Centre-Val de Loire :

- **16/03/2025 au 31/05/2025 minuit** : un comité de sélection se tiendra courant juin 2025 pour les projets régionaux qui auront été déposés dans cette fenêtre et les porteurs de projet seront notifiés a posteriori des décisions du comité ;
- **01/06/2025 au 15/09/2025 minuit** : un comité de sélection se tiendra à compter de fin septembre 2025 pour les projets régionaux qui auront été déposés dans cette fenêtre et les porteurs de projet seront notifiés a posteriori des décisions du comité.

projets multirégionaux : les projets multirégionaux déposés au niveau d'une ARS devront être déposés avant le 01/06/2025 à minuit. Les projets multirégionaux seront instruits par le comité de sélection qui se tiendra courant juin 2025.

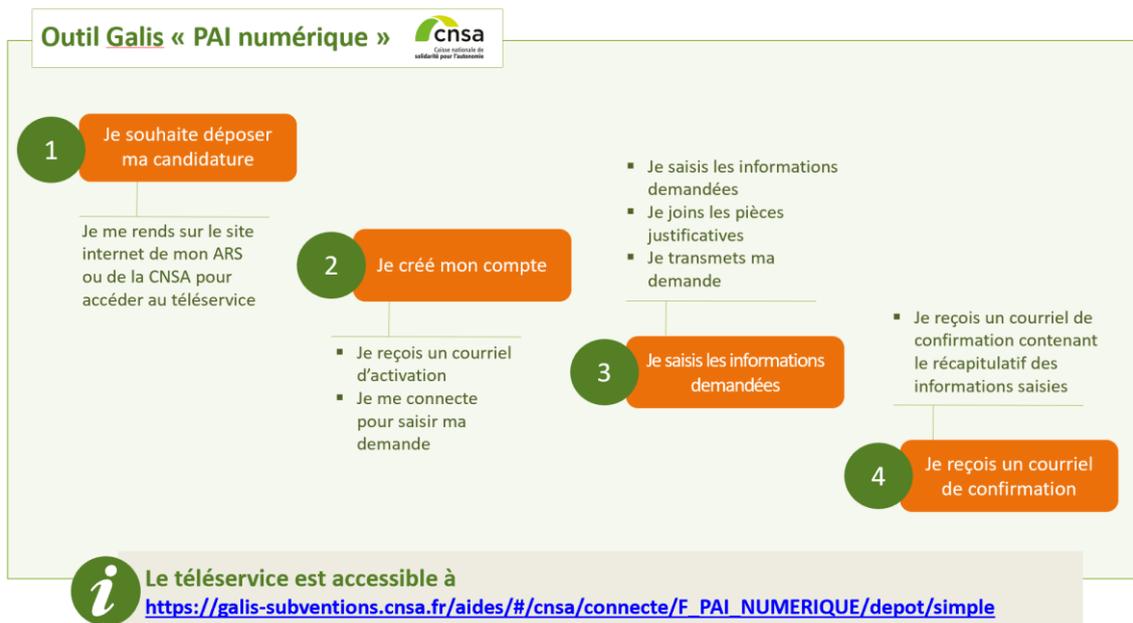
Tout dossier déposé après la date de clôture de l'appel à projets ESMS numérique 2025 sera considéré comme non recevable. Toutefois, le porteur et l'ARS Centre-Val de Loire conservent la faculté de dialoguer après cette date pour ajuster la demande afin de la rendre recevable ou d'en améliorer la qualité.

4.7 Comment déposer sa candidature ?

La personne morale gestionnaire qui sollicite une aide à l'investissement numérique doit créer un compte utilisateur sur la plateforme GALIS de la CNSA et déposer sa demande dans le téléservice PAI numérique. Pour ce faire, elle dispose de formulaires dématérialisés.

Un [guide du déposant détaillé](#)⁸ est consultable sur le site internet de la CNSA.

Les différentes étapes du dépôt du dossier sont synthétisées ci-dessous et détaillées dans le guide d'utilisation de l'outil mentionné ci-dessus.



Le téléservice est accessible à l'adresse :

https://galis-subventions.cnsa.fr/aides/#/cnsa/connecte/F_PAI_NUMERIQUE/depot/simple

Par ailleurs, la liste des pièces à intégrer dans GALIS lors du dépôt de votre dossier est présentée en **annexe 2 de l'appel à projets**.

⁸ https://www.cnsa.fr/documentation/guide_deposant_pai_numerique_v2023_vf2.pdf

4.8 Quelles sont les suites données à la candidature ?

En cas d'**avis favorable**, le porteur est notifié par l'ARS par un courrier de notification. L'avis favorable peut être assorti de recommandations ou de points de vigilance.

En cas d'**avis défavorable**, le porteur est informé par l'ARS de la décision prise.

5. CIBLES D'UTILISATION

L'ouverture et le déploiement progressif de l'observatoire MaturiN-SMS (via oSIS V3) auront lieu courant 2024 pour les secteurs social et médicosocial. A ce titre, les ESSMS auront pour vocation à « pré-alimenter » cet observatoire avec les données d'usage ci-dessous remontées aux ARS dans le cadre du programme.

Pour tous les ESSMS, en dehors de ceux relevant de la PJM, les cibles d'usage sont inchangées.

Pour tenir compte des caractéristiques propres à certaines activités ou situations, un aménagement des modalités de calcul de tout ou partie des cibles d'usage est possible dans les conditions décrites ci-après.

Cet aménagement consiste en la diminution du dénominateur de l'indicateur concerné du nombre de personnes ne pouvant pas bénéficier du service numérique en question.

À titre d'exemple, le nombre de personnes accompagnées sous statut d'anonymat dans le champ des personnes en difficultés spécifiques est retranché du dénominateur de l'indicateur « Taux d'utilisation du DMP ».

La liste des activités ou situation ouvrant droit à un aménagement des modalités de calcul d'une cible d'usage est documentée dans les règles de gestion du programme « ESMS numérique » à destination des ARS et des GRADeS.

Cette liste étant évolutive, la procédure d'inscription des activités ou situations concernées est encadrée par la présente instruction comme suit :

- une ou plusieurs ARS saisissent la CNSA à propos d'une activité ou d'une situation clairement définie, documentée et argumentée,
- la CNSA instruit la demande en faisant appel, si besoin, à une expertise métier,
- la DNS et la CNSA prennent une décision commune et informent les ARS qui sont chargées de la mise en application et du respect de la décision.

En cas d'accord, l'activité ou la situation est inscrite dans les règles de gestion du programme, en explicitant le périmètre et les règles d'adaptation autorisées.

A. Cibles d'usage pour les services socles

Indicateur	Mode de calcul	Valeur cible
Taux d'utilisation de la MS Santé	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure (nombre de messages envoyés via la MS Santé / nombre de personnes accompagnées pouvant bénéficier d'un projet d'accueil et d'accompagnement) x 100	70%
Taux d'utilisation du DMP	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure (nombre de DMP alimentés avec au moins un document / nombre de personnes accompagnées pouvant bénéficier d'un projet d'accueil et d'accompagnement ⁹) x 100	70%

B. Cibles d'usage pour le DUI

L'indicateur « nombre de DUI actifs » conditionne le recouvrement par l'Etat français de l'avance de 600 M€ des fonds européens issus du PNRR. La cible à atteindre est de 410 000 DUI actifs à fin 2025.

Les porteurs de projets seront par conséquent particulièrement vigilants à :

- remonter cet indicateur au plus tôt à l'ARS et à le mettre à jour tant qu'une marge de progrès de sa valeur est identifiée ;
- fournir à l'ARS à sa demande et conserver les preuves d'atteinte des usages signées par l'ESMS concerné.

Définitions :

Nombre de dossiers actifs :

- Tous les dossiers du DUI existant dans l'application,
- ET se rapportant à une personne en séjour/accompagnée selon la définition de la CNSA (voir définition suivante)
- ET qui a été mis à jour au moins une fois durant la période de recueil

Personnes accompagnées :

« La file active est le nombre de personnes accompagnées par l'ESSMS au moins une fois dans l'année [...]. Le mode de calcul, issu du tableau de bord de la performance est le suivant : nombre de personnes accompagnées dans l'effectif au 31/12/NN + nombre de sorties définitives dans l'année. Une personne n'est comptabilisée qu'une seule fois dans la file. »¹⁰

⁹ Article L311-3 7° du Code l'Action Sociale et des Familles

¹⁰ https://www.cnsa.fr/documentation/guide_mesure_de_lactivite_vf.pdf

Mode de calcul :

Indicateur	Mode de calcul	Valeur cible
Taux de dossiers actifs	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure (Nombre de dossiers actifs / Nombre de personnes accompagnées dans la structure) x 100	90 %
Taux de dossiers actifs avec un projet personnalisé	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure (nombre de dossiers actifs sur la période de recueil <i>ET</i> ayant un projet personnalisé en préparation ou actif / nombre de dossiers actifs) x 100	90%
Taux de dossiers actifs ayant au moins un événement dans l'agenda	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure (nombre de dossiers actifs sur la période de recueil <i>ET</i> ayant au moins un événement d'agenda dans son DUI / nombre de dossiers actifs) x 100	90%

Les éléments détaillés concernant le calcul des cibles d'usage sont disponibles dans le document de l'ANAP *Indicateurs de suivi de l'utilisation du Dossier Usager Informatisé (DUI)*, téléchargeable à <https://ressources.anap.fr/numerique/publication/2882>

C. Autres cibles d'usage

Ces cibles d'usage sont facultatives. Lorsque les conditions sont réunies (maturité des spécifications nationales, existence de pilotes ou d'usages déjà établis dans la région, etc.), les porteurs de projet sont invités à intégrer dans leurs cibles d'usage **la e-prescription** et l'interopérabilité avec les **plateformes e-parcours**.

A titre indicatif, les indicateurs peuvent être calculés comme suit :

Indicateur	Mode de calcul	Valeur cible
Nombre de données échangées entre le DUI et l'outil e-prescription	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure nombre de fois dans le mois ou une prescription électronique est importée dans la solution DUI	Pas de valeur cible imposée
Nombre de données échangées entre une plateforme e-parcours et le dossier usager informatisé	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure nombre d'échanges réalisés via le cahier de liaison entre la solution DUI et la plateforme pendant la durée du projet	Pas de valeur cible imposée

6. PRIORISATION REGIONALE DES PROJETS / CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

En déclinaison et en complément des critères de recevabilité et de priorisation de l'instruction nationale, la priorisation régionale favorisera **les projets de regroupements intégrant des ESMS autonomes** qui assurent un partage des compétences et une mutualisation des ressources permettant d'insuffler une dynamique d'harmonisation des outils et des pratiques.

Ces rapprochements sont encouragés dans le cas des organismes gestionnaires de moyenne ou grosse taille qui sont **fortement incités à se regrouper et à coopérer avec des établissements autonomes** lorsque cela est possible.

Les regroupements qui préfigurent une coopération pérenne entre les organismes gestionnaires pour améliorer le management de leur système d'information et participent à **une logique de construction et de coordination territoriale des parcours de vie et de santé des usagers** seront valorisés.

D'une manière générale, quelles que soient leurs formes, la mutualisation et la coopération apparaissent toujours comme des leviers incontournables de progrès, notamment dans le cadre du numérique.

La volonté de l'ARS Centre-Val de Loire est que l'ensemble des ESMS de son territoire atteigne un niveau minimum de maturité numérique à l'horizon 2028, une attention particulière sera donc portée sur **le rattachement du projet déposé à une feuille de route des systèmes d'information**. Cette dernière doit notamment identifier les leviers pour accélérer le développement des usages des services et référentiels socles de la e-Santé au regard des autodiagnostic de maturité numérique réalisés par les ESMS.

La valeur ajoutée du projet dans la transformation numérique des organismes gestionnaires présents au sein de la grappe sera également valorisée notamment lorsque celle-ci permet de combler un retard significatif dans l'usage des services et référentiels socles de la e-Santé et d'atteindre rapidement le niveau minimum de maturité numérique.

Le dossier usager informatisé, ainsi que les services et référentiels socles, conduisent à traiter un grand nombre de données sensibles concernant le plus souvent des personnes vulnérables. Il importe par conséquent de mettre l'accent sur la sécurisation du système d'information et de ses usages, dans un contexte de menaces en forte croissance. Pour cela, seront valorisés les projets dont les ESMS auront obtenu un résultat supérieur à la moyenne à l'autodiagnostic SSI. Par ailleurs, tout porteur de projet financé et les membres de sa grappe devront s'engager à bénéficier du programme de sensibilisation des utilisateurs du S.I à la sécurité et à la protection des données proposé par le GRADeS.

La représentation des usagers dans le projet et la prise en compte de leurs besoins pour aboutir au renforcement de leurs parcours d'accompagnement personnalisés et au développement de leur participation active à celui-ci seront valorisés. Il sera également tenu compte de la volonté du porteur de projet d'utiliser les informations issues du DUI pour assurer **le pilotage de son activité et favoriser la connaissance des personnes accompagnées** et de leurs besoins.

L'implication des ressources dédiées à la maîtrise d'ouvrage, le recensement des jalons et livrables et l'identification des risques liés au projet, en amont du lancement de celui-ci, seront également appréciés de manière positive.

La priorisation globale des projets doit, dans tous les cas, **participer à l'atteinte des objectifs fixés dans la stratégie régionale** numérique pour les ESMS, et favoriser, autant que faire se peut, **l'équilibre entre les différents territoires, les champs d'activité et les statuts** des établissements accompagnés au niveau régional.

Concernant le financement des projets, lorsque l'insuffisance ou l'obsolescence des équipements pour accompagner le déploiement du DUI seront expressément exposées et justifiées, le financement de ces derniers pourra être autorisé dans le respect du cadre de l'instruction nationale. De même, le financement éventuel de la maîtrise d'ouvrage sera également évalué au regard des ESMS qui constituent la grappe et de la maturité du porteur de projet.

Les ESMS de la région Centre-Val de Loire intégrés à des projets interrégionaux seront également finançables dans le cadre du programme.

A la date de la sélection des projets, le porteur et les établissements associés à son projet devront répondre de manière conforme aux attendus de leurs autorités de tarification et apporter toutes garanties requises par ces dernières. À défaut, sa demande ne sera pas priorisée dans le cadre du programme.

7. CONTACTS

Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Christine CARUSO, programme ESMS NUMERIQUE : ars-cvl-esms-numerique@ars.sante.fr

8. RESSOURCES

Présentation du programme ESMS numérique :

[Virage numérique du médico-social : le programme ESMS numérique | CNSA](#)

Guide pratique SONS :

https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media_entity/documents/GUIDE-SONS.pdf

Guide cybersécurité pour le social et le médico-social :

https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media_entity/documents/ANS_GUIDECYBER_PHASE%201-EXE%20-V2.pdf

Kit de déploiement du DUI en ESMS réalisé par l'anap :

<https://ressources.anap.fr/numerique/publication/2796-kit-deploiement-du-dui-en-esms>

Guide de déploiement d'un DUI interopérable :

https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media_entity/documents/guide_dui_interoperable_services_et_referentiels_socles.pdf

9. ANNEXE 1 : MODALITES DE FINANCEMENT DES SAAD

Afin de s'assurer que le programme ESMS numérique finance l'activité médico-sociale d'un SAAD, les porteurs de projet SAAD, grappe ou OG, doivent joindre à leur candidature un relevé des heures dédiées à une activité médico-sociale, c'est-à-dire financées par les conseils

départementaux ou caisses de retraite, ainsi que le nombre d'heures total de leur activité sur l'année N-1 par rapport à l'année de candidature.

Les ARS pourront réaliser des vérifications des informations déclarées auprès des conseils départementaux et autres caisses.

La modulation des enveloppes forfaitaires ESMS numérique sera attribuée au prorata de l'activité médico-sociale du SAAD déclarée et vérifiée par l'ARS.

Modèle de déclaration des heures dédiées à l'activité médico-sociale

Nom de la structure	FINESS EJ	FINESS ET	Nombre d'heures réalisées par la structure	Heures APA	Heure PCH	Heures dépendance hors APA/PC H	Précisez type de financement col.G	% total activités MS	% total activités de confort
---------------------	-----------	-----------	--	------------	-----------	---------------------------------	------------------------------------	----------------------	------------------------------

10. ANNEXE 2 : PIÈCES A TELECHARGER DANS GALIS LORS DU DEPOT DE VOTRE DOSSIER

Les pièces suivantes sont à intégrer dans le portail GALIS lors du dépôt de votre dossier de candidature :

- La note de présentation générale du projet
- La gouvernance du projet
- L'attestation de la réalité de la mutualisation
- La stratégie de déploiement
- La stratégie de conduite du changement
- Le planning projet
- Le planning du déploiement du DUI
- Le planning de la conduite du changement
- Le plan de financement : coûts projet et RH
- La lettre d'engagement
- Le modèle de déclaration des heures dédiées à l'activité médico-sociale
- L'autorisation de l'entité nationale (si le porteur est rattaché à une entité nationale)
- L'étude de couverture des besoins du DUI par un DPI (si DPI du GHT est choisi comme solution) ou du DUI des projets concernant uniquement des ESSMS du champ AHI et PJM
- Le plan d'implantation du matériel si financement spécifique (obligatoire si financement spécifique)

La Directrice Générale



Clara de BORT